

**DEMANDE DES
MESURES
CONSERVATOIRES**

Demande en indication de mesures conservatoires présentée par le Gouvernement de la République argentine

1. Me référant à la requête introductive d'instance soumise ce jour à la Cour au nom de la République argentine (ci-après « Argentine ») contre la République orientale de l'Uruguay (ci-après « Uruguay »), j'ai l'honneur de présenter, conformément à l'article 41 du Statut de la Cour et à l'article 73 de son Règlement, une demande priant la Cour d'indiquer des mesures conservatoires.

2. Comme indiqué au paragraphe 3 de la requête introductive d'instance, la compétence de la Cour découle de l'article 60 du Statut du fleuve Uruguay (ci-après le « Statut de 1975 »).

3. Les faits sur lesquels se fonde la présente demande sont exposés aux paragraphes 5 à 23 de la requête.

A. Droits que l'Argentine cherche à sauvegarder par la présente demande

4. Les droits que l'Argentine cherche à sauvegarder par la présente demande découlent du Statut de 1975 et des principes et règles de droit international nécessaires pour l'interprétation et l'application de celui-ci, en particulier:

(a) le droit à ce que l'Uruguay respecte les obligations prévues par le Statut de 1975 pour la réalisation de tout ouvrage suffisamment important pour affecter le régime du fleuve Uruguay ou la qualité de ses eaux;

(b) le droit à ce que l'Uruguay n'autorise ni n'entreprenne la construction d'ouvrages susceptibles de causer des préjudices sensibles au fleuve Uruguay – bien juridique dont l'intégrité doit être sauvegardé - ou à l'Argentine; et

(c) le droit de l'Argentine à ce que les populations riveraines du fleuve Uruguay relevant de sa juridiction et vivant à proximité des ouvrages projetés ou dans leur zone d'influence, vivent dans un environnement sain et ne subissent pas de dommages à la santé, de dommages économiques ou de toute autre nature, du fait de la construction des usines de pâte à papier et de leur mise en service sans respecter les obligations procédurales et de fond requises par le Statut de 1975 et les principes et règles de droit international nécessaires pour son interprétation et application.

B. Motifs sur lesquels se fonde la présente demande

5. L'Argentine a le droit de s'attendre à ce qu'aucun ouvrage suffisamment important pour affecter le régime du fleuve Uruguay, la qualité des ses eaux, l'équilibre écologique du fleuve ainsi que celui de ses zones d'influence ne soit autorisé ou construit sans avoir été correctement informée, sans avoir pu évaluer l'information et sans avoir le droit d'objecter à une telle autorisation ou construction, conformément aux dispositions du Statut de 1975. L'Uruguay ne conteste pas que les usines CMB et Orion constituent de tels ouvrages, puisque sa propre Direction nationale de l'environnement (DINAMA, selon le sigle en espagnol) a qualifié CMB et Orion comme des projets dont la mise en œuvre risque de produire un impact négatif important sur l'environnement.¹

6. Malgré le non-respect par l'Uruguay des procédures prévues par le Statut de 1975, l'information dont dispose l'Argentine établit manifestement que la mise en service des usines de pâte à papier CMB et Orion causera indéfectiblement un préjudice sensible à la qualité des eaux du fleuve Uruguay et un préjudice sensible transfrontalier à l'Argentine. Ce préjudice résulte du choix du site retenu, la technologie sélectionnée et des techniques prévues pour le traitement des effluents liquides, des résidus solides et des émissions gazeuses, parmi d'autres éléments. En attendant l'arrêt de la Cour sur le fond, l'Argentine a droit à ce que soit préservée l'obligation de ne pas construire ou autoriser la construction de ce genre d'ouvrages tant que le différend ne sera pas réglé.

7. La poursuite de la construction des usines CMB et Orion dans les conditions décrites dans la requête engendre aussi des préjudices sociaux et économiques graves dans les zones d'influence du fleuve Uruguay. Ces préjudices affectent les riverains, leurs biens et leurs ressources. La construction des usines CMB et Orion a déjà des conséquences négatives considérables sur le plan social et économique. La baisse du tourisme et des valeurs immobilières, urbaines et rurales, doit en particulier être relevée.² La poursuite de la construction et la mise en service des deux usines entraînerait davantage et de plus graves conséquences.

8. La poursuite de la construction permettrait aux usines CMB et Orion d'être en service avant même la fin de la présente instance. Il est à rappeler que le début de leurs opérations est prévu pour le premier semestre 2007.

9. La construction et la mise en service éventuelle des usines de pâte à papier certainement causent et sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement de nature irréversible du fait de l'impact potentiel sur tout l'écosystème du fleuve Uruguay et sur la qualité de ses eaux. De tels dommages de nature irréversible annihileraient le droit de l'Argentine et de ses ressortissants à une exploitation et une utilisation rationnelles, équitables et raisonnables des ressources du fleuve.

¹ Plantas de Celulosa M'botpicuá y Botnia, site Internet du Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay <http://www.mrree.gub.uy/mrree/Prensa/Informeplantasdecelulosa-uruguay.htm>, visité le 30 avril 2006 (Annexe I). Cf. aussi le rapport de la DINAMA relatif à Botnia du 11 février 2005 (Annexe IV de la requête). Cette qualification a également été confirmée par le rapport des experts Hatfield Consultants Ltd. du 27 mars 2006, classant ces ouvrages dans la catégorie de projets dont leur mise en œuvre peut produire un impact majeur sur l'environnement (Annexe XXIII de la requête)

² Voir, par exemple, « Busti : Entre Ríos a également subi des dommages économiques », 15 avril 2006, <http://www.rionegro.com.ar/arch200604/15/imp.n15f01.php>, visité le 2 mai 2006, et « Gualeguaychú : mesure conservatoire par dommages éventuels des usines de pâte à papier », 2 mai 2006, <http://www.analisisdigital.com.ar/noticias.php?ed=1&di=0&no=24847>, visité le 2 mai 2006 (Annexe II)

10. Incontestablement, il existe un lien direct entre ces conséquences préjudiciables, les droits qui font l'objet du différend et la construction des usines. C'est cette construction elle-même qui porte atteinte aux droits de l'Argentine qui font l'objet du différend et qui est la cause des conséquences dommageables en résultant.

11. Ainsi que ceci résulte de l'exposé ci-dessus, la situation appelle sans aucun doute que des mesures d'urgence soient prises. Des actions préjudiciables aux droits en cause dans la présente instance non seulement risquent d'être commises avant que l'arrêt définitif ne soit rendu, mais le sont déjà. Leur poursuite ne fait qu'aggraver les préjudices causés et rendra irréalisable l'exercice des droits en cause qui ne sont pas susceptibles d'une réparation appropriée.

C. Conséquences éventuelles d'un rejet de la présente demande

12. La poursuite de la construction des ouvrages en cause dans les conditions présentes aggravera de manière significative leur impact préjudiciable sur le plan économique et social. Cette poursuite plongera la population de Gualaguaychú et ses alentours dans l'incertitude quant à ses conditions de vie, son environnement, sa santé, ses activités professionnelles, son économie, son droit au loisir dans son cadre de vie immédiat que constitue le fleuve, parmi d'autres conséquences dommageables. La poursuite de la construction des usines dans les conditions présentes réduira sensiblement l'attrait touristique de la zone, augmentant le chômage et poussant une partie de la population à l'émigration. Ces conséquences sont d'une nature telle qu'elles ne pourraient pas simplement être réparées moyennant une indemnité pécuniaire ou une autre prestation matérielle.

13. Sans l'adoption des mesures conservatoires demandées, la mise en service des usines CMB et Orion avant qu'un arrêt définitif soit rendu provoquerait des préjudices graves et irréversibles à la préservation de l'environnement du fleuve Uruguay et de ses zones d'influence ainsi que aux droits de l'Argentine et des habitants des zones avoisinantes sous sa juridiction.

14. La démarche unilatérale persistante de l'Uruguay de délivrer des autorisations de construction d'ouvrages suffisamment importants pour affecter la qualité des eaux et l'écosystème du fleuve, au mépris des obligations prévues par le Statut de 1975, témoigne du fait que cet Etat n'envisage pas de les suivre dans pareilles circonstances. De nouvelles mesures unilatérales uruguayennes en dehors des obligations établies par le Statut de 1975 peuvent raisonnablement être envisagées, lesquelles produiraient, en outre, et incontestablement, une aggravation du différend. Il est à relever l'annonce selon laquelle la compagnie Stora Enso envisage la construction d'une troisième usine de pâte à papier. L'emplacement serait sur le Río Negro, affluent du fleuve Uruguay.³

15. La poursuite de la construction des usines parachèverait la démarche unilatérale de l'Uruguay tendant à créer un « fait accompli » et à rendre irréversible l'emplacement actuel des usines pour priver ainsi l'Argentine de son droit à ce qu'une évaluation globale

³ Voir Annexe XXV de la requête

et objective de l'impact sur l'environnement détermine si les usines peuvent ou non être construites ou si elles doivent l'être ailleurs ou suivant des critères autres que ceux actuellement retenus.

D. Mesures sollicitées

16. Sur la base des considérations qui précèdent, le Gouvernement de l'Argentine prie la Cour d'indiquer, en attendant l'arrêt définitif dans la présente instance, les mesures conservatoires suivantes:

- (a) En attendant l'arrêt définitif de la Cour, l'Uruguay
 - (i) suspend immédiatement toutes les autorisations pour la construction des usines CMB et Orion ;
 - (ii) prend les mesures nécessaires pour suspendre les travaux de construction d'Orion ; et
 - (iii) prend les mesures nécessaires pour assurer que la suspension des travaux de CMB sera prolongée au-delà du 28 juin 2006;
- (b) L'Uruguay coopère de bonne foi avec l'Argentine en vue d'assurer l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay, afin de protéger et préserver le milieu aquatique et d'en empêcher la pollution;
- (c) En attendant l'arrêt définitif de la Cour, l'Uruguay s'abstient de prendre toute autre mesure unilatérale relative à la construction des usines CMB et Orion qui ne respecte pas le Statut de 1975 et les autres règles de droit international nécessaires pour son interprétation et application ;
- (d) L'Uruguay s'abstient de toute autre mesure qui pourrait aggraver, étendre ou rendre plus difficile le règlement du différend objet de la présente instance.

Respectueusement,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. ...', with a horizontal line underneath.

La Haye, 4 mai 2006

Liste des annexes

I. Plantas de Celulosa M'botpicuá y Botnia, site Internet du Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay (original et traduction)

II. « Busti : Entre Ríos a également subi des dommages économiques », 15 avril 2006, et « Gualaguaychú : mesure conservatoire par dommages éventuels des usines de pâte à papier », 2 mai 2006 (original et traduction).

I certify that the attachments are true copies of the documents referred to and that the translations provided are accurate.



SUSANA RUIZ CERUTTI
Consejero Legal

Je soussignée certifie que les annexes sont des copies conformes des documents originaux et que leurs traductions sont exactes.



SUSANA RUIZ CERUTTI
Consejero Legal

Annexe I

**Plantas de Celulosa M'bopicuá y Botnia, site Internet du
Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay**

Plantas de Celulosa M'bopicuá y Botnia

Ubicación y características generales

Celulosas de M'bopicuá (grupo español ENCE) cuenta con Autorización Ambiental Previa, de 9 de octubre de 2003, para la implantación y operación de una planta para la fabricación de aproximadamente 400.000 toneladas de pulpa de celulosa al año (actualmente se encuentra en curso una solicitud de ampliación a 500.000 toneladas/año). El emprendimiento está ubicado, a 12 kilómetros al este de la ciudad de Fray Bentos, contiguo al puerto de la Terminal Logística de M'bopicuá que ya funciona (con AAP anteriormente obtenida).

Botnia (grupo finlandés Metsa Botnia) cuenta con Autorización Ambiental Previa, de 14 de febrero de 2005, para la implantación y operación de una terminal portuaria y de una planta para la fabricación de aproximadamente 1.000.000 de toneladas de pulpa de celulosa al año. El emprendimiento, bajo el régimen de Zona Franca, se ubica a 4 kilómetros al este de la ciudad de Fray Bentos.

La inversión total prevista por Celulosas de M'bopicuá es de aproximadamente USD 500 millones, y la prevista por Botnia de USD 1.000 millones.

En los picos de la construcción de las obras, se prevé la ocupación directa de 1.600 personas para M'bopicuá y 4.000 para Botnia, aparte de los empleos indirectos.

Una vez en funcionamiento cada planta demandará 300 trabajadores en forma permanente, y generarán varios miles de empleos indirectos.

El procedimiento de Evaluación de Impacto Ambiental

· ¿En que consiste el procedimiento de Evaluación de Impacto Ambiental (EIA)?

La legislación vigente establece el mecanismo que se debe seguir para otorgar la Autorización Ambiental Previa (AAP):

· El proponente debe comunicar a DINAMA el proyecto, para que se clasifique según las siguientes categorías:

a) Categoría "A": se aplica a proyectos cuya ejecución sólo presentaría impactos ambientales negativos no significativos, dentro de lo tolerado y previsto por las normas vigentes.

b) Categoría "B": incluye aquellos proyectos que puedan tener impactos ambientales significativos moderados, cuyos efectos negativos puedan ser eliminados o minimizados mediante la adopción de medidas bien conocidas y fácilmente aplicables.

c) Categoría "C": refiere a aquellos proyectos, cuya ejecución pueda producir impactos ambientales negativos significativos, se encuentren o no previstas medidas de prevención o mitigación.

· Sólo cuando el proyecto resulte clasificado en la Categoría "A", se procederá a otorgar la AAP, sin más trámite, ya que no requerirá la realización de un estudio de impacto ambiental.

· En cambio, cuando el proyecto es clasificado en la Categoría "B" o "C", el interesado deberá realizar a su costo, el Estudio de Impacto Ambiental (EslA) sectorial, en el primer caso, y completo en el segundo; para posteriormente solicitar la AAP.

- Presentado el Estudio de Impacto Ambiental es evaluado técnicamente por la DINAMA, solicitando las aclaraciones y complementaciones que estime necesarias.
- La participación pública está prevista mediante la puesta de manifiesto de un Informe Ambiental Resumen (IAR) que habilita a los interesados a tomar conocimiento del proyecto y emitir su opinión, para lo cual disponen de un plazo de 20 días hábiles..
- Asimismo, y para los proyectos clasificados C, debe convocarse una Audiencia Pública con la participación de las organizaciones de la sociedad civil y público en general con interés en participar. El proponente presenta el proyecto y el público asistente realiza preguntas y cuestionamientos de forma escrita y oral, sin que se adopte ninguna decisión e incluso sin que exista la obligación de responder a los aspectos controversiales.
- Con toda la información recaba en la tramitación y los informes técnicos, se elabora por la División Evaluación de Impacto Ambiental de DINAMA un informe conclusivo o final, sugiriendo o no la AAP y en qué condiciones.

· ¿Qué es un Estudio de Impacto Ambiental (EsIA)?

Es el documento técnico que recoge la aplicación de distintas metodologías para la identificación y evaluación de los impactos ambientales de un proyecto, con la finalidad de incorporar medidas de eliminación, mitigación o compensación los impactos ambientales negativos, determinando la admisibilidad o no de los impactos ambientales negativos residuales.

· ¿Qué es una Autorización Ambiental Previa (AAP)?

Es el acto administrativo (una Resolución Ministerial) que otorga una autorización para realizar determinadas actividades, construcciones u obras públicas o privadas, que se encuentran listadas en el Reglamento de Evaluación de Impacto Ambiental, cuando los impactos ambientales residuales del proyecto son considerados admisibles, en base al EsIA, los resultados de la participación pública y los informes técnicos.

Evaluación de Impacto Ambiental en Celulosa M'bopicuá y Botnia

· ¿Cuál fue el procedimiento de EIA seguido con las plantas de celulosa?

Ambos proyectos siguieron los pasos establecidos por la legislación vigente: comunicación y clasificación del proyecto en la categoría "C", presentación del Estudio de Impacto Ambiental completo y de las informaciones complementarias que oportunamente les fueron solicitadas, presentación y puesta de manifiesto público del Informe Ambiental Resumen y presentación de los proyectos en las respectivas audiencias pública debidamente convocadas.

Que Celulosas de M'bopicuá y Botnia hayan obtenido la Autorización Ambiental Previa significa que según el estudio realizado, y de acuerdo a las condiciones de funcionamiento impuestas, los proyectos son ambientalmente viables y los impactos evaluados son admisibles con las medidas de mitigación y compensación propuestas.

· ¿Cuándo y dónde fueron realizadas las Audiencias Públicas por las plantas de celulosa?

La Audiencia Pública de Celulosas de M'bopicuá se realizó en la Sociedad Recreativa La Armonía de la ciudad de Fray Bentos el 21 de julio de 2003, y la de Botnia el 21 de diciembre de 2004, en el mismo lugar. En ambas audiencias participaron entre 250 y 300 personas integrantes de diferentes organizaciones y asociaciones sociales de Fray Bentos, Mercedes, Tacuarembó, Montevideo y Gualeguaychú, además de periodistas, representantes políticos y público en general. Como resultado de la Audiencia Pública

de M'bopicuá el MVOTMA recibió por escrito 93 preguntas o inquietudes y 138 en la de Botnia que fueron consideradas en su proceso de Autorización Ambiental Previa.

· ¿Cómo estamos procediendo con las plantas de celulosa?

Las resoluciones ministeriales que conceden la AAP a Celulosas de M'bopicuá y Botnia, condicionan esta autorización a la presentación y aprobación de un Plan de Gestión Ambiental (PGA) de la fase de construcción, y otro para la fase de operación. La no autorización por parte de la DINAMA de cualquiera de los dos Planes de Gestión mencionados impide la continuación de las actividades.

Actualmente DINAMA se encuentra evaluando los diferentes planes que integran el Plan de Gestión Ambiental de la Construcción, para próximamente realizar el mismo trabajo con el Plan de Gestión Ambiental de la Operación.

· ¿Qué es un Plan de Gestión Ambiental?

Es una herramienta de actualización de la propuesta técnica del emprendimiento en la que se analizan en detalle los aspectos ambientales y se consideran las medidas de mitigación de los efectos negativos.

· ¿Cuál es la tecnología adoptada por las plantas?

La tecnología adoptada por ambas plantas permite separar la celulosa de los restantes componentes presentes en la madera mediante un tratamiento fisicoquímico denominado KRAFT, que consiste en la digestión de la madera utilizando calor, presión y productos químicos. El 80% de la pulpa de celulosa producida hoy en los países más exigentes se obtiene por este proceso.

La celulosa es posteriormente lavada y blanqueada utilizando una secuencia que utiliza dióxido de cloro. Esta tecnología se denomina ECF, para diferenciarla de la que no utiliza cloro en ninguna de sus formas (TCF), y de la que utiliza cloro elemental.

Los emprendimientos requieren diversos procesos auxiliares, entre los que se destacan el tratamiento de agua y efluentes, la fabricación de insumos químicos, el parque de turbinas para la generación de energía eléctrica y la operación de un sitio de disposición final para los residuos sólidos.

La tecnología de producción adoptada por ambas plantas está señalada dentro de las Mejores Tecnologías Disponibles (MTD o BAT, por sus siglas en inglés) establecidas por la Unión Europea (UE).

· ¿Cómo será la gestión de residuos?

Los residuos líquidos serán procesados en plantas de tratamiento especialmente diseñadas de manera que el efluente vertido al río cumpla con la normativa vigente. Los gases de hornos y calderas serán procesados a través de filtros y lavadores de manera que su emisión a la atmósfera cumpla con las condiciones establecidas por el MVOTMA.

El principal volumen de residuos sólidos, básicamente material inorgánico insoluble, se depositará en el terreno de las propias empresas, acondicionados de acuerdo a los estándares impuestos por el MVOTMA. Los residuos de oficinas y comedores serán dispuestos en el vertedero municipal. Los residuos orgánicos (cortezas, lodos) serán utilizados como combustible en las calderas o retornados a las plantaciones, posiblemente bajo la forma de compost. El resto de los residuos que genera la

operativa industrial (residuos de taller y laboratorio, mantenimiento de máquinas y equipos, envases, etc) serán gestionados individualmente a través de gestores autorizados.

· ¿A que conclusiones llegó el MVOTMA?

Algunas de las conclusiones que se derivan de la evaluación de los impactos ambientales son las siguientes:

- La calidad del agua del río cumplirá con lo que establece tanto la normativa nacional, como la binacional. En particular, la afectación de la calidad del agua en el balneario Las Cañas y en toda la costa Argentina será indetectable. A la altura de la toma de OSE que abastece a la Ciudad de Fray Bentos, no se superarán los límites permitidos por OSE, ni los establecidos en el Digesto sobre Usos del Río Uruguay de la CARU.
- La calidad del aire en todos los puntos sensibles cumplirá con lo que establecen los estándares adoptados. La dispersión atmosférica de los gases emitidos por ambas plantas operando conjuntamente indican concentraciones a nivel del suelo siempre inferiores a los estándares adoptados.
- En la previsión de eventos de olores molestos, medidos como concentración de sulfuro de hidrógeno (olor a huevo podrido), se ha impuesto un límite que únicamente podrá superarse algunas horas por año. Este límite resulta en promedio 5 veces inferior al propuesto por la normativa adoptada, y entre 5.000 y 10.000 veces menor al establecido por la Organización Mundial de la Salud como primer umbral de afectación (irritación ocular).
- Los ruidos debidos a la operación industrial cumplen con la normativa municipal correspondiente (55 dBA nocturno, 65 dBA diurno).
- La demanda anual de madera de ambas plantas asciende a 5 millones de metros cúbicos por año, por lo cual se requieren unas 330 mil hectáreas forestadas para abastecer a las plantas. La superficie forestada con Eucalyptus supera las 470 mil hectáreas, por lo que la instalación de las fábricas de pulpa no requiere de superficie forestada adicional a la existente. Sin embargo, se prevé una forestación inducida en un radio de 200 Km alrededor de las plantas por factores económicos.

Por estas razones, y de acuerdo al estudio realizado, el MVOTMA consideró que los impactos ambientales que generan con la instalación de las plantas de Celulosas de M'bopecuá y de Botnia no hacía inviables los proyectos.

Ejes y acciones de la política ambiental del MVOTMA

Como parte de su política ambiental el MVOTMA, ese encuentra impulsando las siguientes acciones:

1- MONITOREO Y CONTROL

- Aprobar y supervisar los Planes de Monitoreo y Control que las empresas deben presentar como parte del Plan de Gestión Ambiental (aprobación por etapas), por lo que la continuidad de las obras es condicionada al estricto cumplimiento de los requisitos establecidos en la Autorización Ambiental Previa.
- Aprobar un nuevo decreto de Evaluación de Impacto Ambiental que actualiza el anterior e incorpora los emprendimientos forestales de más de 100 hectáreas sujetas a EIA.
- Brindar apoyo institucional a la Intendencia Municipal de Río Negro para la instalación de un laboratorio ambiental, en la ciudad de Fray Bentos (capacitación y equipos).

- Verificar los datos obtenidos por las empresas en el monitoreo de las emisiones y de la calidad del ambiente mediante la calibración de los equipos y la realización de análisis testigo.
- Realizar inspecciones permanentes al predio para dar seguimiento al avance de las obras.

2- FORTALECIMIENTO DE LAS CAPACIDADES DE DINAMA.

- Establecer lazos de cooperación técnica con el gobierno de Finlandia.
- Realizar un llamado público que permita contactar técnicos para el fortalecimiento de las áreas de Evaluación de Impacto, Calidad y Control de DINAMA.
- Promover el trabajo en red con otros laboratorios públicos y privados, para mejorar la capacidad instalada y coordinar acciones de futuro.
- Realizar un convenio con LATU para la compra de equipos para el control de la calidad del aire.
- Realizar un convenio con CARU para apoyar el control de la calidad del agua del Río Uruguay.
- Enviar al parlamento un mensaje presupuestal que refuerza considerablemente los rubros de DINAMA.

3- SEGUIMIENTO, PARTICIPACIÓN Y ACCESO PÚBLICO A LA INFORMACIÓN

- Establecer una Comisión de Seguimiento Local, con participación de las empresas, la sociedad civil y los organismos públicos que les compete, bajo la presidencia de este Ministerio.
- Participación en el Grupo Técnico de Alto Nivel, integrado por el gobierno uruguayo y argentino.
- Poner a disposición pública el expediente con el informe técnico que sustenta la toma de decisión de la AAP de ambas plantas, en las oficinas de DINAMA y en el sitio web.
- Habilitar en el MVOTMA la solicitud de AAP para consulta de las personas e instituciones interesadas (aprox. 4.000 folios disponibles en CD).
- Reforzar de presencia del MVOTMA en la Comisión Administradora del Río URUGUAY (CARU), con la participación de un delegado en coordinación permanente con el Ministerio.

Usines de Cellulose M'bopicuá et Botnia

Emplacement et caractéristiques générales

Celulosas de M'bopicuá (groupe espagnol ENCE) a obtenu l'Autorisation Environnementale Préalable, le 9 octobre 2003, pour la mise en place et l'opération d'une usine pour la fabrication d'environ 400.000 tonnes de pâte à cellulose par an (actuellement, une demande d'élargissement à 500 000 tonnes par an est en cours). L'entreprise est située à 12 km à l'est de la ville de Fray Bentos, attenante au port du Terminal Logistique de M'bopicuá qui fonctionne déjà (avec l'AEP obtenue préalablement).

Botnia (groupe finlandais Metsa Botnia) a obtenu l'Autorisation Environnementale Préalable, le 14 février 2005, pour la mise en place et l'opération d'un terminal portuaire et d'une usine pour la fabrication d'environ 1.000.000 de tonnes de pâte à cellulose par an. L'entreprise, sous le régime de Zone Franche, se trouve à 4 kilomètres à l'est de la ville de Fray Bentos.

L'investissement total prévu par Celulosas de M'bopicuá est d'environ USD 500 millions, et celui prévu par Botnia de 1 milliard de USD.

Pendant les moments les plus forts de la construction des travaux, on prévoit l'occupation directe de 1.600 personnes pour M'bopicuá et de 4.000 pour Botnia, à part les emplois indirects.

Une fois en fonctionnement, chaque usine emploiera 300 effectifs de manière permanente et elles vont créer plusieurs milliers d'emplois indirects.

La procédure d'Évaluation d'Impact Environnemental

· À quoi consiste la procédure d'Évaluation d'Impact Environnemental (EIE)?

La législation en vigueur fixe le mécanisme à suivre pour décerner Autorisation Environnementale Préalable (AEP):

· Le candidat doit communiquer à DINAMA le projet, afin qu'il soit classé suivant les catégories ci-dessous:

a) Catégorie "A": est appliquée aux projets dont l'exécution ne présenterait que des impacts environnementaux négatifs non significatifs, dans le cadre de ce qui est toléré et prévu par les normes en vigueur.

b) Catégorie "B": inclut les projets qui peuvent avoir des impacts environnementaux significatifs modérés, dont les effets négatifs peuvent être éliminés ou minimisés au moyen de mesures bien connues et facilement applicables.

c) Catégories "C": concerne les projets dont l'exécution peut produire des impacts environnementaux négatifs significatifs, qu'il y ait ou non des mesures de prévention ou de mitigation prévues.

· Seulement quand le projet est classé dans la Catégorie "A" la AEP est décernée sans autre, puisque la réalisation d'une étude d'impact environnemental n'est pas nécessaire.

· Par contre, lorsque le projet est classé dans les Catégories "B" ou "C", l'intéressé devra réaliser, à ses frais, l'Étude d'Impact Environnemental (EsIE) sectorielle dans le premier cas, et complète dans le deuxième, pour demander ensuite l'AEP.

- Une fois l'Étude d'Impact Environnemental présentée, celle-ci est évaluée techniquement par la DINAMA, qui demande les précisions et les complémentations qu'elle estime nécessaires.
- La participation publique est prévue au moyen la diffusion d'un Rapport Environnemental Résumé (IER) qui permet aux intéressés de connaître le projet et de donner leur avis. Ils disposent d'un délai de 20 jours ouvrables pour le faire.
- En même temps, pour les projets classés C, il faut convoquer une Audience Publique avec la participation des organisations de la société civile et du public en général qui y serait intéressé. Le candidat présente le projet et le public participant pose des questions, et des inquiétudes par écrit et oralement, sans que soit prise une décision et même sans qu'il soit obligatoire de répondre aux sujets de controverse.
- Avec toute l'information recueillie lors de la démarche et avec les rapports techniques, la Division Évaluation d'Impact Environnemental de DINAMA élabore un rapport de conclusion ou final, et suggère ou non l' AEP et sous quelles conditions.

· Qu'est-ce qu'une Étude d'Impact Environnementale (EsIE)?

C'est le document technique qui compile l'application de différentes méthodologies pour l'identification et pour l'évaluation des impacts environnementaux d'un projet, afin d'y incorporer des mesures d'élimination, de mitigation ou de compensation des impacts environnementaux négatifs, et décide de l'admissibilité ou non des impacts environnementaux négatifs résiduels.

· Qu'est-ce qu'une Autorisation Environnementale Préalable (AEP)?

C'est l'acte administratif (une Arrêté Ministériel) qui donne l'autorisation pour réaliser certaines activités, constructions ou travaux publics ou privés, dont la liste figure dans le Règlement d'Évaluation de l'Impact Environnemental, lorsque les impacts environnementaux résiduels du projet, sont estimés admissibles sur la base de l' EsIE, des résultats de la participation publique et des rapports techniques.

Évaluation de l'Impact Environnemental pour les projets Celulosa M'bopicuá et Botnia

· Quelle a été la procédure de EIE, suivie pour les usines de cellulose?

Les deux projets ont suivi les étapes fixées par la législation en vigueur : communication et classement du projet dans la catégorie "C", présentation de l'Étude d'Impact Environnemental complète et des rapports complémentaires qui lui ont été demandées, présentation et diffusion publique du Rapport Environnemental Résumé et présentation des projets lors des audiences publiques respectives, dûment convoquées.

Le fait que Celulosas de M'bopicuá et Botnia aient obtenu l'Autorisation Environnementale Préalable signifie que, d'après l'étude réalisée et suivant les conditions de fonctionnement imposées, les projets sont du point de vue environnemental viables et que les impacts évalués sont admissibles, avec les mesures de mitigation et de compensation proposées.

· Quand et où ont eu lieu les Audiences Publiques pour les usines de cellulose ?

L'Audience Publique de Celulosas de M'bopicuá s'est tenue dans la "Sociedad Recreativa La Armonía" de la ville de Fray Bentos le 21 juillet 2003, et celle de Botnia le 21 décembre 2004, au même endroit. Entre 250 et 300 personnes ont participé des audiences, appartenant à différentes organisations et associations sociales de Fray Bentos, Mercedes, Tacuarembó, Montevideo et Gualaguaychú, en plus des

journalistes, des représentants politiques et du public en général. Suite à l'Audience Publique de M'bopicuá le MVOTMA a reçu par écrit 93 questions ou inquiétudes et 138 lors de celle de Botnia dont on a tenu compte pour le processus d'Autorisation Environnementale Préalable.

· Quelles sont nos actions vis-à vis des usines de cellulose?

Les arrêtés ministériels qui décernent l' AEP à Celulosas de M'bopicuá et à Botnia, conditionnent cette autorisation à la présentation et à l'acceptation d'un Plan de Plan de Gestion Environnementale (PGE) pour la phase de construction et d'un autre pour la phase d'opération.

La non autorisation de la part de la DINAMA de n'importe lequel des deux Plans de Gestion mentionnés, empêche la suite des activités.

Actuellement DINAMA est en train d'évaluer les différents plans qui font partie du Plan de Gestion Environnementale de la Construction, pour réaliser ensuite le même travail avec le Plan de Gestion Environnemental de l'opération.

· Qu'est-ce qu'un Plan de Gestion Environnementale ?

C'est un outil de mise à jour de la proposition technique de l'entreprise où l'on analyse de manière détaillée les aspects environnementaux et où l'on tient compte des mesures de mitigation des effets négatifs.

· Quelle est la technologie adoptée par les usines?

La technologie adoptée par les deux usines permet de séparer la cellulose des autres composants présents dans le bois, au moyen d'un traitement physico- chimique appelé KRAFT, qui consiste dans la digestion du bois en utilisant de la chaleur, de la pression et des produits chimiques. 80% de la pâte à cellulose produite actuellement dans les pays les plus exigeants est obtenue au moyen de ce processus-là.

La cellulose est ensuite lavée et blanchie en utilisant une séquence qui utilise du dioxyde de chlore. Cette technologie s'appelle ECF, pour la différencier de celle qui n'utilise pas de chlore sous aucune de ses formes (TCF), et de celle qui utilise du chlore élémentaire.

Les entreprises exigent différentes procédures auxiliaires, parmi lesquelles le traitement des eaux et des effluents, la fabrication des intrants chimiques, le parc de turbines pour la génération d'énergie électrique et l'opération d'un site d'enfouissement technique pour les déchets solides.

La technologie de production adoptée par les deux usines se trouve inscrite dans les Meilleures Technologies Disponibles (MTD ou BAT, selon les sigles en anglais) établies par l' Union Européenne (UE).

· Comment fera-t-on la gestion des déchets?

Les déchets liquides seront traités dans des usines de traitement spécialement conçues, de telle sorte que l'effluent versé au fleuve, respecte les normes en vigueur. Les gaz des fours et des chaudières seront traités au moyen de filtres et des laveurs de sorte que leur émission dans l'atmosphère respecte les conditions fixées par le MVOTMA.

Le principal volume de déchets solides, surtout le matériel organique insoluble sera déposé dans les terrains appartenant aux entreprises elles-mêmes, aménagés d'après

les standards fixés par le MVOTMA. Les déchets de bureaux et de cantines seront disposés dans le déversoir municipal. Les déchets organiques (écorces, boues) seront utilisés comme combustible dans les chaudières ou rendus aux plantations, éventuellement sous forme de compost. Le reste des déchets que produit l'opération industrielle (déchets d'atelier et de laboratoire, maintenance de machines et d'équipements, emballage, etc.) seront gérés de manière individuelle par des gestionnaires autorisés.

· Quelles en sont les conclusions du MVOTMA?

Certaines conclusions dérivées de l'évaluation des impacts environnementaux sont :

- La qualité de l'eau du fleuve respectera ce qui est fixé tant par la norme nationale que par la binationale. En particulier, l'impact sur la qualité de l'eau dans le balnéaire Las Cañas et sur toute la côte argentine sera indécélable. À la hauteur de la prise de OSE qui approvisionne la Ville de Fray Bentos, les limites admises par OSE ne seront pas dépassées ni non plus celles fixées dans le Digeste sur les Utilisations du Río Uruguay de la CARU.
- La qualité de l'air à tous les points sensibles respectera ce qui est fixé par les standards adoptés. La dispersion atmosphérique des gaz émis par les deux usines opérant en même temps, indiquent des concentrations, au niveau du sol, toujours inférieures aux standards adoptés.
- Dans la prévision d'éventuelles odeurs délétères mesurées comme concentration de sulfure d'hydrogène (odeur d'oeuf pourri) on a imposé une limite qui ne sera dépassée que pendant quelques heures par an. Cette limite résulte en moyenne, 5 fois inférieure à celle proposée par la norme adoptée et entre 5.000 et 10.000 fois inférieure à celle établie par l'Organisation Mondiale de la Santé comme premier seuil d'impact (irritation oculaire).
- Les bruits provoqués par l'opération industrielle respectent les normes municipales correspondantes (55 dBA la nuit, 65 dBA le jour).
- La demande annuelle de bois des deux usines est de 5 millions de mètres cube par an ce qui requiert quelques 330.000 hectares de bois pour approvisionner les usines. La surface de bois planté d'Eucalyptus dépasse les 470.000 hectares et donc l'installation des usines de pâte n'exige pas de surface plantée additionnelle à celle qui existe On prévoit pourtant un boisement induit dans un rayon de 200 Km autour des usines par des facteurs économiques.

C'est pourquoi et suivant l'étude réalisée, le MVOTMA a considéré que les impacts environnementaux produits par l'installation des usines de Celulosas de M'bopicuá et de Botnia ne rendait pas inviables les projets.

Axes et actions de la politique environnementale du MVOTMA

Dans le cadre de sa politique environnementale, le MVOTMA encourage les actions suivantes:

1- MONITORING ET CONTRÔLE

- Approuver et superviser les Plans de Monitoring et de Contrôle que les entreprises doivent présenter comme une partie du Plan de Gestion Environnementale (accepté par étapes), et donc la continuité des travaux est conditionnée au respect des exigences établies dans l'Autorisation Environnementale Préalable.
- Approuver un nouveau décret d'Évaluation de l'Impact Environnemental qui met à jour la précédente et qui incorpore les entreprises forestières de plus de 100 hectares, sujet de EIE.

- Fournir l'appui institutionnel à la Mairie Municipale de Río Negro pour l'installation d'un laboratoire environnemental dans la ville de Fray Bentos (formation et équipement).
- Vérifier les données obtenues par les entreprises par le monitoring des émissions et de la qualité de l'environnement, au moyen du calage des équipements et de la réalisation d'analyses témoins.
- Réaliser des inspections permanentes dans le site afin de suivre l'avance des travaux.

2- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DINAMA.

- Établir des liens de coopération technique avec le Gouvernement de la Finlande.
- Réaliser un appel public qui permette de contacter des techniciens pour le renforcement des aires d'Évaluation de l'Impact, Qualité et Contrôle DINAMA.
- Encourager le travail en réseau avec d'autres laboratoires publics et privés pour améliorer la capacité installée et pour coordonner les actions d'avenir.
- Conclure un accord avec LATU pour l'achat d'équipements de contrôle de la qualité de l'air.
- Conclure une convention avec CARU pour appuyer le contrôle de la qualité de l'eau du Río Uruguay.
- Envoyer au Parlement un message budgétaire qui renforce considérablement les postes de DINAMA.

3- SUIVI, PARTICIPATION ET ACCÈS PUBLIC À L'INFORMATION

- Établir une Commission de Suivi Local, avec la participation des entreprises, de la société civile et des organismes publics concernés, sous la présidence de ce Ministère.
- Participation dans le Groupe Technique de Haut Niveau, intégré par le Gouvernement uruguayen et le Gouvernement argentin.
- Mettre à la disposition du public le dossier technique qui fonde la prise de décision de la AEP des deux usines dans les bureaux de DINAMA et sur le site Web.
- Mettre à disposition dans le MVOTMA la demande de AEP pour la consultation des personnes et des institutions qui s'y intéressent (environ 4.000 feuillets disponibles en CD).
- Renforcer la présence du MVOTMA dans la Commission d'Administration du Río URUGUAY (CARU), avec la participation d'un délégué, en coordination permanente avec le Ministère.

M'BOPICUÁ and BOTNIA CELLULOSE PLANTS

Location and general features

Celulosas de M'bopicuá (Spanish group ENCE) has obtained a Prior Environmental Authorisation dated October 9, 2003, for the establishment and operation of a plant for the manufacture of approximately 400,000 tons of cellulose pulp a year (currently a request to increase capacity to 500,000 tons a year is being processed). The undertaking is located 12 kilometres to the East of the town of Fray Bentos, next to the port of the M'bopicuá Logistics Terminal which is already operating (with the PEA previously obtained).

Botnia (Finnish group Metsa Botnia) obtained the Prior Environmental Authorisation, dated February 14, 2005, for the establishment and operation of a port terminal and a plant for the manufacture of approximately 1,000,000 tons of cellulose pulp a year. The undertaking, under the Free Trade Zone regime, is located 4 kilometres to the East of the town of Fray Bentos.

The total investment by Celulosas de M'bopicuá is expected to be approximately US\$ 500 million, and Botnia's US\$ 1 billion.

During the highest peaks of the building works, it is expected direct employment of 1,600 persons for M'bopicuá and 4.000 for Botnia is expected, apart from the indirect jobs created.

Once the plants begin to operate, each one will demand 300 hundred permanent workers and will generate several thousands of indirect jobs.

Environmental Impact Assessment Procedure

What does the Environmental Impact Assessment Procedure (EIA) consist of?

The legislation in force establishes the mechanism to be followed for the Prior Environmental Authorization (PEA) to be granted:

. The proposer must notify DINAMA (National Directorate for Environment) of the project, in order for it to be classified according to the following categories:

- a) Category "A": includes projects whose execution would only represent non-significant negative impacts within the scope tolerated and provided for by applicable provisions.
- b) Category "B": includes projects which may produce a moderate significant environmental impact whose negative effects may be eliminated or minimized through the adoption of well known and easily applicable measures.
- c) Category "C": includes projects whose execution may produce significant negative environmental impact, whether or not prevention or mitigation measures are planned.

. Only when the project is included in Category "A" will the PEA be granted without any other formality if the project is included in Category "A", as it will not be necessary to carry out an environmental impact study.

. On the other hand, if the project is included in Categories "B" or "C", the interested party shall, at their own expense, carry out a sectorial Environmental Impact Study (EIA) in the first case and a full EIA in the second case, in order to subsequently request the PEA.

. Once the Environmental Impact Study is submitted, it is technically assessed by DINAMA and, if deemed necessary, clarifications and supplementary information are requested.

. Public participation is foreseen through the disclosure of a Summarized Environmental Report (SER) which enables the interested parties to become aware of the project and give their opinion within 20 working days.

. Furthermore, and in the case of projects classified as "C", a Public Hearing must be called with the participation of civil society organizations and the general public interested in taking part. The proposer submits the project and the attending audience asks questions and expresses its concerns in writing or orally, without taking any decision or even without the obligation to answer controversial aspects.

. With all the information gathered during the process and the technical reports, the DINAMA Environmental Impact Assessment Division draws up a conclusive or final report recommending that the PEA be granted or not and on what terms.

What is an Environmental Impact Study (EIS)?

This study is a technical document which reflects the application of different methodologies for the identification and assessment of the environmental impact of a project, in order to incorporate measures for the elimination, mitigation or compensation of negative environmental impacts, determining the admissibility or not of the negative residual environmental impacts.

What is a Prior Environmental Authorization (PEA)?

The PEA is the administrative act (Ministerial Resolution) which grants an authorization to carry out certain activities, constructions or public or private works listed in the Regulation on Environmental Impact Assessment when the residual environmental impact of the project is considered acceptable on the basis of the EIS, the results of public participation and the technical reports.

Environmental Impact Assessment of Celulosas de M'bopicuá and Botnia

What was the EIP process followed with respect to the cellulose plants?

Both projects followed the steps established in the legislation in force: notice and classification of the project in Category "C", submission of the complete Environmental Impact Study and supplementary information requested, presentation and public disclosure of the Summarized Environmental Report and presentation of projects in the respective public hearings convened.

The fact that Celulosas de M'bopicuá and Botnia obtained the Prior Environmental Authorization means that according to the study carried out and the operating conditions imposed, the projects are environmentally feasible and the impact assessed is admissible, taking into account the mitigation and compensation measures proposed.

When and where were the Public Hearings on the cellulose plants held?

The Public Hearing on Celulosas de M'bopicuá was held at the Sociedad Recreativa La Armonía in the town of Fray Bentos on July 21, 2003, and Botnia's on December 21, 2004, at the same place. Some 250 to 300 persons from different social organizations and associations of Fray Bentos, Mercedes, Tacuarembó, Montevideo and Gualaguaychú, as well as journalists, political representatives and the general public attended both Public Hearings. As a result of the Public Audiences, MVOTMA received 93 questions or queries with respect to M'bopicuá and 138 with respect to Bonia, which were addressed in its Prior Environmental Authorization process.

. How are we dealing with the cellulose plants?

The Ministerial resolutions granting the PEA to Celulosas de M'bopicuá and Botnia make this authorization contingent on the submission and approval of an Environmental Management Plan (EMP) for the construction phase and another one for the operating phase. DINAMA's refusal to authorise any of the two mentioned Management Plans prevents the continuation of activities.

Currently, DINAMA is evaluating the different plans which are part of the Environmental Management Plan for the Construction, and shortly it will carry out the same assessment with respect to the Environmental Management Plan for the Operation.

.What is an Environmental Management Plan?

This is a tool for updating the technical proposal for the project, in which environmental aspects are analysed in detail and measures to mitigate negative effects are considered.

. What is the technology adopted by the plants?

The technology adopted by both cellulose plants enables the separation of cellulose from the remaining constituents in the wood through a physicochemical process called KRAFT, through which, by using heat, pressure and chemical products wood is absorbed. Eighty percent of cellulose pulp currently produced in the most demanding countries is obtained through this process.

Subsequently, cellulose is washed and bleached by means of a sequence which uses chlorine dioxide. This technology is called ECF, as opposed to the one that does not use chlorine at all (TCF) and the technology which uses elementary chlorine.

These projects require different ancillary processes, among which the most important are the treatment of water and effluents, manufacture of chemical inputs, a turbine park to generate electricity and the operation of an area for the final disposal of solid waste.

The production technology adopted by both plants is classed among the Best Available Technologies (BAT) established by the European Union.

. How will waste management be carried out?

Liquid waste will be processed in treatment plants specially designed in order for the effluents discharged to the river to comply with the regulations in force.

Furnace and boiler gases will be processed through filters and washing machines for their emission to the atmosphere to comply with the conditions established by the MVOTMA.

The main volume of solid waste, basically insoluble inorganic material, will be deposited in the area of land owned by the plants, properly prepared in accordance with the standards imposed by the MVOTMA. Office and canteen waste will be discharged into the municipal dumping site. Organic waste (bark, mud) will be used as fuel for the boilers or returned to plantations, possibly as compost. The remaining waste generated by the industrial manufacture (waste from workshop and lab, machine and equipment services, containers, etc.) will be individually managed through authorized agents.

What were the MVOTMA conclusions?

Some of the conclusions of the environmental impact assessment were the following:

. The quality of river water must comply with the provisions of both national and binational regulations. Particularly, changes in the quality of water in the Las Cañas resort and along the Argentine coast will be undetectable. At the water intake points of OSE, which serve the town of Fray Bentos, the permitted limits will not be surpassed, nor will those established in the CARU Digest on Uses of the River Uruguay.

. The quality of air in all sensitive points will comply with the provisions of the adopted standards. Atmospheric dispersion of gases emitted by both plants operating together evidences that concentrations at soil level are always below the standards adopted.

. In order to prevent bad odours, measured as concentration of hydrogen sulphur -rotten egg smell-, a limit, which may only be surpassed some hours per year, has been set. This limit is around 5 times below that proposed by adopted regulations, and 5,000 and 10,000 thousand times below that established by the World Health Organization as the first threshold of effects -eye irritation-.

. Industrial operation noise is in compliance with the applicable municipal regulations (55 dBA night-time, 65 dBA daytime).

. Annual wood supply for both plants amounts to 5 million cubic meters, for which reason a forested area of approximately 330 thousand hectares is required to supply the plants. The area of Eucalyptus forests is above 470,000 hectares, so the construction of paper pulp plants does not require any additional forest area. However, induced afforestation is expected to be carried out for economic reasons in an area of 200 Km surrounding the plants.

For these reasons, and in accordance with a study carried out, the MVOTMA considered that the environmental impact generated by the construction of the Celulosas de M'bobicuá and Botnia plants did not render the projects inviable.

Focal points and actions of the MVOTMA's environmental policy

As part of its environmental policy, MVOTMA is promoting the following actions:

1- MONITORING AND CONTROL

- . To approve and supervise the Monitoring and Control Plans which the companies must submit as part of the Environmental Management Plan (approval by steps). Therefore, the continuity of these projects is subject to strict compliance with the requirements set forth in Prior Environmental Authorization.
- . To approve a new decree on Environmental Impact Assessment updating the previous one and incorporating forest undertakings of more than 100 hectares subject to EIA.
- . To provide institutional support to the Municipality of Río Negro for construction of an environmental laboratory, in the town of Fray Bentos (training and equipment).
- . To verify data obtained by the companies in the monitoring of emissions and environment quality through equipment calibration and the carrying out of core sample analysis.
- . To carry out permanent inspections in the premises in order to follow up work progress.

2- STRENGTHENING OF DINAMA CAPACITIES.

- . To establish links of technical cooperation with the government of Finland.
- . To make a public invitation in order to contact technicians to strengthen DINAMA's Impact Assessment, Quality and Control areas.
- . To promote networking with other public and private laboratories, in order to improve installed capacity and coordinate future actions.
- . To conclude an agreement with LATU to purchase equipment for air quality control.
- . To conclude an agreement with CARU to support control of the quality of River Uruguay water.
- . To send to the parliament a draft budget which considerably strengthens DINAMA issues.

3- PUBLIC FOLLOW-UP, PARTICIPATION AND ACCESS TO INFORMATION

- . To set up a Local Follow-up Commission, with the participation of companies, civil society and competent public bodies, chaired by this Ministry.
- . Participation in the High-Level Technical Group, made up by the Uruguayan and Argentine government.
- . To make available to the public the file with the technical report supporting the AAP decision on both plants, at the DINAMA offices and at its web site.
- . To open in MVOTMA the AAP application for consultation by interested individuals and institutions (approx. 4,000 folios available on CD).
- . To reinforce MVOTMA presence in the River Uruguay Administration Commission (CARU), with the participation of a delegate in permanent coordination with this Ministry.

Annexe II

«Busti : Entre Ríos a également subi des dommages économiques», 15 avril 2006, et «Gualeguaychú : mesure conservatoire par dommages éventuels des usines de pâte a papier», 2 mai 2006

Nacionales

Busti: Entre Ríos también tuvo daños económicos

Le contestó al canciller uruguayo Gargano, que se quejó por los perjuicios de los cortes. La semana que viene los ambientalistas analizarán cómo sigue la protesta.

GUALEGUAYCHU.- El gobernador entrerriano Jorge Busti afirmó ayer que su provincia también sufre daños económicos por "paralización de inversiones" en turismo.

Por su parte, el ambientalista Javier Villanueva acusó al gobierno uruguayo de propiciar "una guerra psicológica" en torno al conflicto de las papeleras. En tanto, los vecinos de Gualeguaychú y de Colón mantenían ayer los cortes en dos de los tres pasos fronterizos con el Uruguay, y sólo quedaba abierto el que une la ciudad entrerriana de Concordia con la oriental Salto, pero trascendió que la próxima semana analizarán el levantamiento de los cortes.



Busti aseguró que el sector turístico de Gualeguaychú sufrió una importante paralización por la construcción de las papeleras.

En declaraciones a la prensa entrerriana, distintos dirigentes asambleístas -entre ellos Eduardo Moreyra- confirmaron que tras las Pascuas evaluarán suspender los bloqueos en los puentes, "sobre todo porque es contraproducente con la demanda argentina ante La Haya".

Sin embargo, Villanueva, dirigente de la Asamblea de Gualeguaychú y secretario de Cultura del municipio, advirtió: "Yo no me atrevería a decir que hay tanto consenso" para levantar el lunes el piquete en el acceso al puente que comunica con Fray Bentos, tal como sostuvo Moreyra.

Busti, por su parte, salió a responder al canciller uruguayo, Reinaldo Gargano, quien había advertido sobre el daño comercial provocado por los cortes de ruta.

Al respecto, sostuvo que, si se habla de perjuicios económicos, "desde hace un año hemos tenido un proceso de paralización de inversiones muy fuerte para el turismo en Gualeguaychú" y responsabilizó de ello a "las pasteras".

En declaraciones a la prensa desde su provincia, Busti consignó que, el lunes próximo, le pedirá al Gobierno nacional que incluya a la Provincia la preparación de la demanda que la Argentina hará ante el Tribunal Internacional de Justicia de La Haya, con el que se busca paralizar la construcción de las papeleras de Fray Bentos.

Por su parte, el ambientalista Villanueva criticó al gobierno de Tabaré Vázquez, que ayer amenazó con recurrir a la OEA y la OMC por los cortes de ruta en Entre Ríos, y lo acusó de que "está siguiendo una actitud de guerra psicológica" para tratar "de ensuciar y embarrar la cancha".

Entretanto, ayer a las 21, se realizó el tradicional Vía Crucis del Viernes Santo en el lugar del bloqueo de la ruta internacional 136, a la altura del kilómetro 28 (Arroyo Verde), como una

muestra de adhesión a los ambientalistas.

La peregrinación se hizo a pedido del obispo de Gualeguaychú, monseñor Jorge Lozano, y estará a cargo de la comunidad del Centro "Sagrado Corazón", que depende de la Parroquia San Juan Bautista.

"Este será el Vía Crucis que se hace todos los años en la parroquia del que participarán los jóvenes aspirantes de Acción Católica", un grupo de adolescentes (treinta chicos de 11 a 13 años) y sus padres, explicó la coordinadora Estela Malatesta. (DyN)

Importante caída en el flujo turístico

Los cortes de ruta que realizan assembleístas de las ciudades entrerrianas de Gualeguaychú y Colón, en protesta por la instalación de dos papeleras en Fray Bentos, Uruguay, causaron una importante disminución turística hacia el país vecino.

Fuentes de Gendarmería apostadas en el puente que comunica Concordia con Salto (Uruguay) dijeron ayer que el movimiento turístico, pese a que allí se incrementó notoriamente por ser la única vía terrestre no interrumpida, cayó "casi una cuarta parte" de lo que es habitual para Semana Santa.

En ese paso la circulación vehicular se vio "muy incrementada desde las últimas horas del miércoles pasado" y "se produjeron grandes filas de vehículos, en algunos lapsos con picos muy intensos", precisaron.

Los informantes aclararon finalmente que era mayor el ingreso de turistas hacia Salto que al revés. En la Aduana de Concordia se registraron ayer demoras de hasta casi tres horas en la atención de los viajeros para hacer el trámite de migraciones y pasar hacia Salto, con el fin de iniciar el fin de semana largo.

Ratificaron cortes

Esta situación ocurrió porque los assembleístas de Gualeguaychú y Colón ratificaron los cortes de ruta durante la misma jornada en la cual el gobernador de Entre Ríos, Jorge Busti, reiteró su pedido para que cesen los bloqueos.

Los cortes de las rutas 135 y 136, en Gualeguaychú y Colón, se mantienen desde hace días por las protestas contra la instalación de las dos papeleras (la finlandesa Botnia y la española Ence) en Fray Bentos. (Télam)



<http://www.rionegro.com.ar/arch200604/15/n15f01.php>

Es una publicación de Editorial Rio Negro SA. Todos los derechos reservados
Copyright 2005

ANALISIS DE LA ACTUALIDAD Nuevo Banco Suquia *divertito*

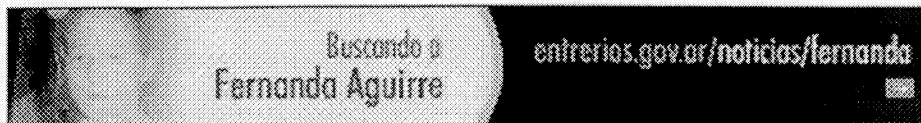
Nos Visitaron 13778 personas. Online: 18 personas.

Paraná, Entre Ríos - Argentina - 2 de Mayo año 2006 - Hi

- Principal
- Titulares
- Todas las Noticias
- Las mas leídas
- Archivo de Noticias

- Secciones
- Entre Ríos
- Santa Fe
- Policiales
- Municipales
- Legislativas
- Deportes
- Cultura
- Cartas de lectores
- Humor Digital

- Comunidad
- Agenda
- Cine



Entre Ríos
16/10/2005 - 1' 21" - 150 Visitas

◀ Volver

Para proteger la salud y vida de los niños

Gualeguaychú: medida cautelar por posibles daños de las papeleras



Medida cautelar a favor de la salud de los niños.

Luego de que el Defensor del Superior Tribunal de Justicia (STJ), Arsenio Mendoza, solicitara ante el Juzgado de Familia, Civil y Penal de Menores de Gualeguaychú que se adopten disposiciones urgentes para proteger la salud y la vida de los niños de esa localidad, debido a la contaminación ambiental y las sustancias cancerígenas a que estarían expuestos si se concreta el emplazamiento de las papeleras en Fray Bentos, el juez Domingo Vassalo, a cargo del Juzgado de Menores, dictó el sábado una medida cautelar y preventiva en directa relación con el posible daño ambiental de las pasteras.

Entre las disposiciones, requiere al Departamento de Bioestadística de la Secretaría de Salud Pública provincial que remita en 30 días los informes de los últimos cinco años sobre existencia de dióxido de sulfuro (So), dioxinas o furanos en la población de hasta 18 años del departamento Gualeguaychú.

Establece también que en caso de no existir la información solicitada, se disponga que personal idóneo junto a epidemiólogos de la Secretaría de Salud Pública de la Nación, a quien se deberá recurrir para que presten colaboración funcional, conformen un equipo interdisciplinario para instrumentar medidas eficaces a fin de determinar que la población hasta los 18 años se encuentra asintomática o libre del contaminante dióxido de sulfuro y/o dioxinas o furanos, que se liberan en el proceso de blanqueamiento de la pulpa que utiliza cloro.

Enviar Imprimir

ANALISIS
Director: Daniel Enz
danielenz@ analisisdigital.com.ar

DE DENUNCIAS

Sorteos
Tombola Provincial
Gobierno de Entre Ríos

DGR
DIRECCION GENERAL DE REGISTROS Y CATASTRO
PROVINCIA DE ENTRE RIOS

ANALISIS

EL

S
Noticias
Noticia

MA

JU

hay al que te
0800
defensa
Servicio gratuito de
de lunes a vi

Economic damage also felt in Entre Ríos

Busti replies to Uruguayan Foreign Minister Gargano, who had protested the negative consequences of the roadblocks. Next week environmentalists are to discuss the future of the protest.

GUALEGUAYCHU.- The Governor of Entre Ríos, Jorge Busti, yesterday claimed that his province is also suffering the economic consequences of the "halt in investment" in tourism.

However, environmentalist Javier Villanueva accused the Uruguayan government of encouraging a state of "psychological warfare" in the conflict over the paper mills. Meanwhile, the residents of Gualeguaychú and Colón yesterday kept up the roadblocks on two of the three border crossings with Uruguay. The only one remaining open was that linking the city of Concordia in Entre Ríos with the Uruguayan city of Salto, but apparently the lifting of the blockades is to be discussed next week.



Busti claimed that the tourist sector in Gualeguaychú has suffered great damage due to the construction of the papermills.

In statements to the press in Entre Ríos, several assembly leaders, including Eduardo Moreyra, confirmed that after Easter the possibility of lifting the roadblocks on the bridges would be discussed, "especially because it is counterproductive to Argentina's case in The Hague."

However, Villanueva, the leader of the Gualeguaychú Assembly and secretary of culture on the city council, warned: "I wouldn't go as far as to say that there is that much consensus" as Moreyra claimed on calling off the picket on the access to the bridge to Fray Bentos next Monday.

Busti, meanwhile, responded to the Uruguayan Foreign Minister, Reinaldo Gargano, who had warned of the commercial damage caused by the roadblocks.

He maintained that in economic terms, "over the last year there has been a very sharp fall in investment in tourism in Gualeguaychú," for which he blamed "the pulp mills."

In statements to the press from his province, Busti said that next Monday, he will ask national government to include the province in the preparation of the lawsuit that Argentina will take to the International Court of Justice in The Hague, in an attempt to halt the construction of the paper mills in Fray Bentos.

Meanwhile, Villanueva criticised the government of Tabaré Vázquez, who yesterday threatened to take the question of the roadblocks in Entre Ríos to the OAS and the WTO, and accused him of "pursuing an attitude of psychological warfare" in an attempt to complicate matters.

Meanwhile, at 2100hs yesterday, the traditional Good Friday Via Crucis took place at the site of the roadblock at kilometre 28 (Arroyo Verde) on international highway 136, as a show of support to the environmentalists.

The pilgrimage was made at the request of the Bishop of Gualeguaychú, monseñor Jorge Lozano, and was organised by the community of the Centro "Sagrado Corazón" (Sacred Heart Centre), which belongs to the parish church of San Juan Bautista.

"It will be the same Via Crucis as every year in the parish and will involve the young members of Acción Católica", a group of thirty children aged 11 to 13 and their parents, explained coordinator Estela Malatesta. (*DyN*)

Sharp fall in number of incoming tourists

The roadblocks being carried out by assembly members of the cities of Gualeguaychú and Colón in Entre Ríos to protest the construction of two paper mills in Fray Bentos, Uruguay, have caused a sharp fall in tourist traffic towards Uruguay.

Frontier Police sources stationed at the bridge which connects Concordia with Salto (Uruguay) yesterday said that although the area has seen a remarkable increase in traffic, as it is the only unblocked land crossing, tourist traffic has fallen by "almost a quarter" in comparison to a normal Holy Week.

At this crossing point traffic has "increased very considerably from late last Wednesday" and "long lines of vehicles have formed, at some moments with considerable peaks of movement", they said.

The sources remarked that the number of tourists going towards Salto was greater than the other way round. At the Concordia Customs Post yesterday there were delays of almost three hours for travellers to pass through migrations and enter Salto for the long weekend.

Blocks ratified

The situation came about because the assembly leaders of Gualeguaychú and Colón ratified the roadblocks on the same day that the governor of Entre Ríos, Jorge Busti, repeated his request for an end to the roadblocks.

The blocks on highways 135 and 136, in Gualeguaychú and Colón, have been taking place every day to protest the construction of the two papermills (Botnia of Finland and Ence of Spain) in Fray Bentos. (*Télam*)

Protecting the health and life of the children

Gualeguaychú: precautionary measure over potential damage caused by papermills



Precautionary measure in favour of the health of children.

After the Defence Counsel of the Superior Court of Justice (STJ), Arsenio Mendoza, requested that the Family, Civil and Criminal Court of Minors in Gualeguaychú should adopt urgent measures to protect the health and life of children in the city, due to the environmental contamination and the carcinogenic substances to which they would be exposed if the papermills are located in Fray Bentos, Judge Domingo Vassalo, in charge of the Minors Court, last Saturday passed a precautionary and preventive measure which is directly related to the possible environmental damage caused by the papermills.

Among its provisions it requires the Department of Biostatistics of the provincial Secretariat of Public Health to submit in 30 days reports from the last five years on the existence of sulphur dioxide (So), dioxines or furanes in the population under 18 years of age in the department of Gualeguaychú.

It also establishes that if the requested information does not exist, qualified personnel and epidemiologists of the Argentine Secretariat of Public Health, who should be available to offer functional assistance, should form an interdisciplinary team to implement effective measures to determine if the under-18s are asymptomatic or free of sulphur dioxide and/or dioxines or furanes, which are released in the pulp bleaching process that uses chlorine.

